

C'EST EN DÉBAT

Faut-il une sécurité sociale alimentaire ?

Présentée comme une réponse aux limites du système actuel, la sécurité sociale de l'alimentation promet de garantir à chacun un accès libre et égal à des produits de qualité.

Mais sa faisabilité, son financement et son inscription dans les politiques publiques demeurent débattus.

Pages coordonnées par Eléonore de Vaumas



ADOBESTOCK

« Pour une transformation en profondeur »

Notre société hyper-riche n'arrive pas à garantir à tous ses citoyens une alimentation correcte, et le nombre de personnes en difficulté ne cesse d'augmenter. C'est ce qui explique l'émergence de nombreuses initiatives, notamment dans les réseaux alternatifs. L'idée d'une sécurité sociale alimentaire est généreuse, mais la première difficulté, selon moi, consiste à croire que l'on pourrait transformer le modèle productif agricole par la consommation individuelle, fût-elle dotée de 150 € par mois. Imaginer que l'on peut changer un système productiviste, capitaliste, profondément ancré dans les échanges internationaux, simplement en allouant une aide mensuelle à chaque citoyen, me semble être une illusion. Pourquoi verser la même somme à ceux qui n'en ont pas besoin ?

Augmenter les revenus

Les partisans de la sécurité sociale de l'alimentation pensent parfois à une « carte Vitale alimentaire ». Mais la comparaison est trompeuse : la carte Vitale ne donne pas un budget, elle garantit un droit mobilisable uniquement en cas de



maladie. Une carte alimentaire serait utilisée tous les jours comme un portefeuille, ce qui relève d'une logique complètement différente. Supposons que l'on attribue 150 € par mois à chaque habitant, cela représenterait 120 milliards d'euros par an, soit environ 4 % du produit intérieur brut. C'est dix fois plus que ce qu'il faudrait pour résoudre la question des retraites. Alors comment imaginer mobiliser de telles sommes ? Et si l'objectif est vraiment de soutenir ceux qui en ont besoin, pourquoi ne pas augmenter le Smic ou RSA ? Ce serait plus direct, plus simple et plus juste. Le problème, c'est que les inégalités sont devenues tellement fortes que la société est profondément clivée. On l'a bien vu avec le débat sur une taxe de 2 % sur les très grandes fortunes : cela provoque un conflit majeur. La lutte des classes n'a jamais été aussi visible. Et dans ce contexte, croire que des comportements individuels, même vertueux et solidaires, vont transformer les structures productives est une erreur.

Un remodelage complet

Ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'une transformation profonde de l'organisation sociale, économique et financière. Il faut repenser non seulement le système agricole, mais l'ensemble du système productif, car tout est interconnecté : l'agriculture a besoin de machines, de tracteurs, de ressources, donc



« Il faut un système alimentaire démocratique »

Nous n'avons pas d'autre choix que de transformer de manière radicale notre système alimentaire, sinon on aura toujours autant de violence à l'égard des plus pauvres. En travaillant pendant cinq ans aux Restos du cœur du 93, j'ai compris combien ce système repose sur la domination et l'utilisation des personnes précaires pour écouler les surplus de cette société d'abondance. Depuis 2018, l'aide alimentaire est même devenue un débouché officiel pour l'agriculture : on crée un véritable marché pour l'aide alimentaire avec cinq millions de personnes qui en dépendent. C'est choquant !

Si l'aide alimentaire joue un rôle indispensable, elle n'offre ni libre accès, ni liberté de choix et ne permet pas de garantir une bonne santé. Elle ne peut donc pas constituer un modèle durable. D'autant qu'elle s'inscrit dans un système qui, loin de résoudre les problèmes, les entretient à grands frais. Il en coûte tout de même 48 milliards d'argent public par an pour le faire fonctionner, auxquels s'ajoutent 19 milliards pour compenser ses effets négatifs, dont 12 milliards de dépenses de santé liées à la mauvaise alimentation.

D'un marché de l'offre à celui de la demande

Pour en sortir, il faut passer d'un marché de l'offre, actuellement dominé par l'agro-industrie, à un marché de la demande, où les mangeurs définissent leurs besoins et leurs choix. C'est précisément ce que propose la sécurité sociale de l'alimentation, portée depuis 2019 par des collectifs paysans, des chercheurs et des acteurs sociaux, en articulant justice sociale, écologie et souveraineté alimentaire. Pour beaucoup, cela paraît chimérique. Mais l'utopie serait plutôt de

croire que l'on peut continuer avec le système actuel, sans issue, plutôt que d'essayer une proposition dont tout le monde pourrait bénéficier.

Le projet propose de doter chaque habitant de 150 € par mois pour acheter des produits choisis dans des circuits conventionnés, définis collectivement. Chacun cotiserait selon ses moyens et recevrait selon ses besoins. Il s'agit d'un système géré par les personnes concernées, inspiré de la sécurité sociale de 1946. Cela permettrait aussi de réinstaller jusqu'à 1,5 million de paysans, alors qu'ils ne sont plus que 400 000

aujourd'hui, et de garantir qu'ils soient payés pour leur travail, et non par des aides.

Les expérimentations menées dans près de 100 territoires, comme à Montpellier, Lyon, Cadenet ou Bordeaux, montrent qu'une coopération entre acteurs sociaux, ruraux, institutionnels et citoyens

est possible. Elles génèrent de la joie, redonnent du pouvoir d'agir, et permettent aux plus précaires de s'autoriser à mieux manger et à être en meilleure santé.

Alors que 70 % des Français se disent insatisfaits de leur alimentation, un véritable rapport de force peut émerger. Il devient urgent de proposer une alternative enthousiasmante et démocratique, capable de transformer notre système alimentaire, aujourd'hui profondément inégalitaire et générateur de coûts sociaux, sanitaires et économiques considérables. L'enjeu est de construire une révolution réaliste, portée par les citoyens, les producteurs et les territoires. ■

Bénédicte Bonzi, anthropologue et chercheuse associée au laboratoire d'anthropologie du politique, auteure de *La France qui a faim. Le don à l'épreuve des violences alimentaires* (éd. Seuil).

d'industrie, de transports, de financements. Tant que la finalité reste la rentabilité maximale du capital, les changements resteront marginaux. Il faut donc un remodelage complet des procédures et des décisions collectives, ce qui implique de retirer le pouvoir économique et politique à ceux qui détiennent le capital, pour le restituer aux citoyens. Au vu de l'état actuel de nos ressources naturelles et de la dégradation du climat, nos objectifs collectifs doivent être revus de façon radicale. On ne peut plus se permettre de concevoir la circulation des capitaux, des marchandises, de manière aussi démentielle.

Malgré une intention louable, je ne crois pas qu'une «sécurité sociale de l'alimentation», même assortie d'une petite obole mensuelle, puisse à elle seule changer le système. Les réseaux locaux (Amap, circuits courts, initiatives citoyennes) montrent d'autres possibilités d'organisation, mais ils ne suffiront pas à transformer les structures productives globales. En faire le modèle central serait naïf. ■

Jean-Marie Harribey, économiste, membre de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), auteur de *En quête de valeur(s)* (éd. du Croquant).



EMMANUELLE MARCHADOUR